

Voie pro : Le politique percute frontalement notre outil de formation

ACTUALITÉS PÉDAGOGIQUES

RÉFORMES - JURIDIQUE



Le SEA-UNSA s'associe au mouvement de grève intersyndicale du mardi 18 octobre sur la réforme de la voie professionnelle.

Voie pro : Le politique percute frontalement notre outil de formation

Le SEA-UNSA s'associe au **mouvement de grève du mardi 18 octobre** sur la réforme de la voie professionnelle. Les annonces faites, encore floues, ne sont pas du tout rassurantes sur les orientations prises par le président et sa ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels. Pire, elles ne semblent absolument pas prendre en compte le contexte et la réalité de nos établissements. **Encore une fois l'enseignement agricole se retrouve tributaire de décisions qui lui échappent et qui entre en contradiction avec son esprit même.**

L'annonce principale concerne l'augmentation de 50% des périodes de PFMP des élèves. Sur quel temps va être pris cette augmentation ? Sur les heures d'enseignement général ? Sur celles de matières techniques ? Les conséquences concrètes de cette annonce sont assez vertigineuses, à commencer par la remise en cause des grilles horaires des référentiels de diplômes. Quel avenir dans ce contexte pour la réforme du tronc commun de bac pro en cours de

déploiement ? Nous nous y étions opposé mais nous dénonçons le fait qu'une décision politique unilatérale puisse potentiellement balayer les choses sans tenir compte d'un calendrier déjà engagé.

Structurellement, cette réforme va avoir un impact dans nos établissements dont l'ampleur n'a absolument pas été anticipée. Elle va potentiellement entraîner un remaniement profond de l'organisation et du mode de décompte de nos services. Ce sont des sujets de fond qui ne peuvent pas être décidés et imposés sans concertations.

Les voies de formations scolaires sont souvent chez nous entremêler, les collègues y interviennent indistinctement qu'ils soient PCEA ou PLPA. Dès lors, toucher à l'organisation d'une voie de formation va en cascade affecter l'ensemble du système.

Nous partageons les constats posés sur les difficultés actuelles de la voie professionnelle (décrochage entre 1^{ère} et Terminal, difficultés ou renoncement à poursuivre après le bac, orientation par défaut), mais pour nous la solution n'est certainement pas de rallonger la durée des PFMP. Renvoyer aux mondes professionnels la charge de former les jeunes nous semble particulièrement dangereux car insuffisant, c'est la complémentarité de ces temps différents de formation qui doit être améliorée. **Nos formations ne sont pas là pour simplement fournir de la main d'œuvre aux professionnels, elles sont là pour donner un avenir aux jeunes et aux territoires sur lesquels ils vivent.**

Ci-dessous le communiqué intersyndical.

Pour donner suite à l'envoi d'un courrier intersyndical au ministre du MASA le 23 septembre dernier, une rencontre en visio est programmée le 5 octobre prochain. Nous y serons pour défendre les spécificités de l'enseignement agricole.

LYCÉE PROFESSIONNEL : EN GRÈVE LE 18 OCTOBRE POUR LE RETRAIT DU PROJET MACRON

Le président Macron persiste à vouloir imposer aux personnels sa réforme des lycées professionnels calquée sur le modèle de l'apprentissage. C'est un exemple révélateur que la méthode ne change pas : aucun bilan de la réforme précédente, aucune concertation en amont de cette annonce brutale et une feuille de route tardive (et floue) alors même que des décisions lourdes de conséquences sont en préparation.

L'augmentation du nombre de semaines de stage impliquera moins de semaines d'enseignement dans nos lycées. Si le président a enfin concédé à dire que l'enseignement général doit rester une composante de la formation des jeunes, il l'a évoqué surtout à l'aune de disciplines qui seraient « fondamentales ». Les langues vivantes, l'éco droit, l'éco gestion, les arts appliqués, l'EPS, la PSE seront-elles considérées comme fondamentales et les postes des collègues concernés préservés ? Sa volonté de renvoyer la ventilation du volume d'enseignement général au niveau local impliquera une remise en cause du caractère national de l'accès aux formations professionnelles pour les jeunes et des diplômes professionnels. Nos organisations syndicales sont fermement attachées au principe d'égalité de notre école républicaine et revendentiquent le maintien d'une grille horaire nationale pour toutes les filières professionnelles. Elles revendentiquent aussi une dimension émancipatrice de la formation des jeunes à laquelle participent toutes les disciplines.

Cette diminution du temps scolaire percutera aussi les enseignant·es de matière professionnelle pour qui le président a déjà annoncé un vaste plan de reconversion. L'expérience vécue dans ce domaine par nos collègues de Gestion-Administration nécessite des engagements fermes du ministère pour permettre de vraies reconversions et se donner les moyens d'une vraie politique RH. Nos élèves sont contraints par les lieux de stages. Nombreuses sont les entreprises qui ne peuvent pas leur proposer l'intégralité des plateaux techniques et des activités développées dans les lycées professionnels pourtant indispensables à l'obtention de leur diplôme.

Il veut imposer dès la 5ème de collège un dispositif « Avenir » consistant à dédier une demi-journée par semaine pour découvrir les métiers et les entreprises. Pour nos organisations il faut renforcer les missions et le nombre de personnels d'orientation et préparer les collégiens à tous les parcours d'orientation sans exception.

Oui la carte des formations doit évoluer, nous le portons haut et fort depuis des années. Pour nos organisations elle doit évoluer dans l'intérêt général du pays au prisme des grands enjeux écologiques, de la prise en charge du Grand âge, de la nécessaire réindustrialisation, du numérique... Daucune façon, son « évolution » ne doit se restreindre à la seule mise en adéquation avec les besoins économiques immédiats et locaux des entreprises : chaque jeune, quel que soit le lieu géographique de son lycée professionnel, doit pouvoir trouver la formation de son choix.

Pour nos organisations syndicales CGT Agri, CGT Educ'action, CNT-FTE, SE-UNSA, SNALC, SNEP-FSU, SNES-FSU, SNFOEP, SNUEP-FSU, SEA-UNSA, SNEP-UNSA, CGT Enseignement privé, SNETAA-FO, ISNETAP-FSU, SNUPDEN-FSU, SUI-FSU, SUD rural, SUNDEP-solidaires et SUD Éducation, l'urgence est de renforcer les lycées professionnels et de donner plus de temps et de moyens aux personnels pour faire réussir tous les élèves.

La réforme est à l'opposé de nos ambitions, c'est pourquoi nos organisations appellent à une journée de grève le mardi 18 octobre, point de départ de la mobilisation pour obtenir le retrait de ce projet.

Montreuil le 23 septembre 2022